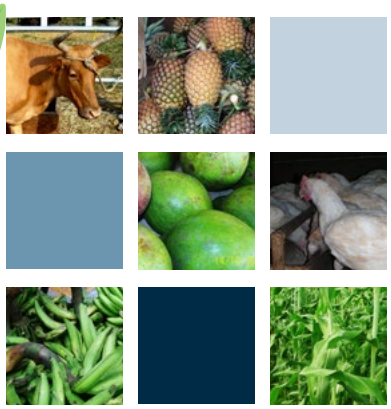
BIMESTRIEL DE LA REPRÉSENTATION DE LA FAO AU CAMEROUN

FAO INFO CAMEROON

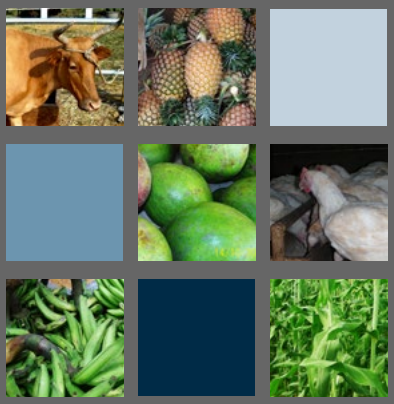


Représentation de la FAO au Cameroun
335, rue 1810 Bastos, BP 281 Yaoundé
Tél. (+237) 22 21 12 42 / 77 48 60 09,
Fax (+237) 22 20 48 11
Email: FAO-CM@fao.org
www.fao.org

N°10
Sept - Oct
2014

Sommaire

Editorial P2
Elevage de poisson en cage P3
CountryStat Cameroun P4
Journée Mondiale de l'Alimentation 2014 P6
Mangroves P8
Rural Invest Cameroun P10
Appui de la FAO à la préparation et au démarrage du PIDMA P14
Journée mondiale de la lutte contre la rage au Cameroun P16
Salon International Avicole de Yaoundé (SAVY 2014) P18
Recencement général de l'agriculture et de l'élevage P22
Appui à la promotion de Jardins Scolaires dans la Grand Nord P23
TeleFood P24

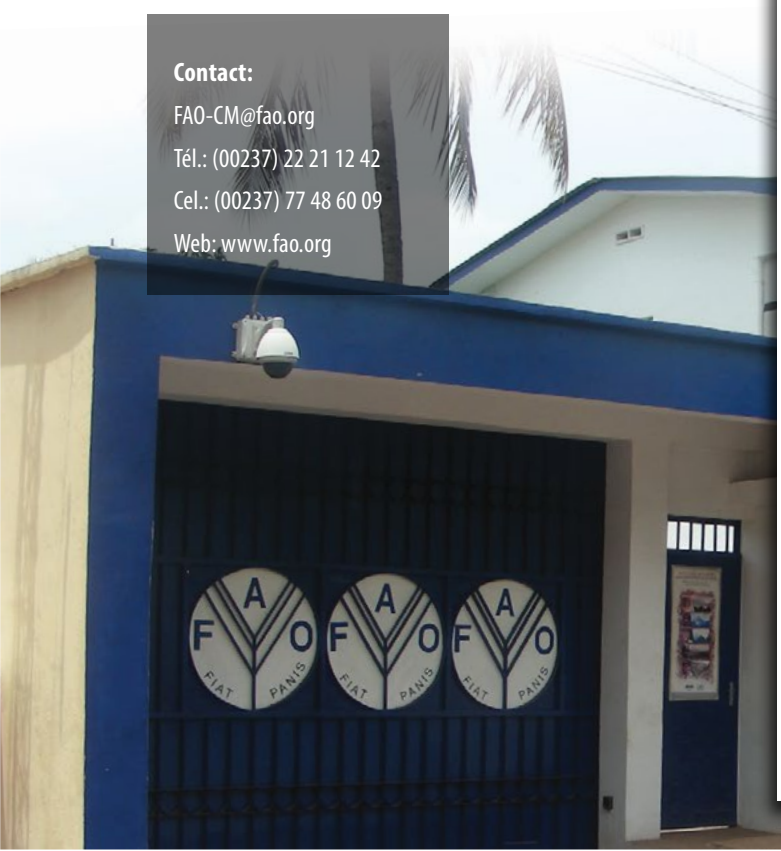


Equipe de rédaction:

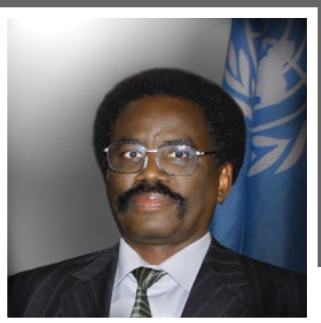
N° 10 Septembre- Octobre 2014

Directeur de publication
Maï Moussa Abari
Rédacteur en Chef
Abdourahman Zourmba
Comité de Rédaction
Atanga Felicitas
Jilus Fon
Armand Ndjock
Oumarou
Marc Fantinet

Contact:
FAO-CM@fao.org
Tél.: (00237) 22 21 12 42
Cel.: (00237) 77 48 60 09
Web: www.fao.org



Editorial



Par **M. Maï Moussa Abari**
Représentant de la FAO au Cameroun

Chers lecteurs, chères lectrices

C'est avec un plaisir toujours renouvelé que j'ai l'insigne honneur d'introduire cette dixième édition de notre bulletin (j'allais dire votre bulletin) FAO-Info. Ce numéro consacre une large place aux activités commémoratives de la Journée Mondiale de l'Agriculture) célébrée le 22 Octobre 2014 a Ayos dans la région du centre sur le thème «Agriculture familiale : nourrir le monde, préserver la planète». Le choix de ce thème pour cette édition 2014 est en soi une marque de reconnaissance et un témoignage éloquent du rôle joué par les petits exploitants dans la sécurité alimentaire des populations au Cameroun comme ailleurs dans le monde. En effet, l'agriculture familiale représente environ 80 % de la production agricole globale au Cameroun et son rôle dans l'atteinte par ce pays tout a la fois du premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD1) et de celui du Sommet Mondial de l'Alimentation est tout a fait révélateur de l'importance de ce sous-secteur. D'autres événements non moins importants tels que l'organisation du premier salon international de l'aviculture du Cameroun(SAVI), l'expérience prometteuse de l'élevage en cage des poissons comme stratégie alternative d'accroissement de l'offre en poissons, la mise en œuvre de la phase pilote du recensement général de l'Agriculture et de l'Elevage, une communication sur un logiciel innovant, Rural Invest mis au point par la FAO pour une meilleure formulation et analyse des projets d'investissement agricoles et ruraux de petite et moyenne dimension et le développement des entreprises en milieu rural, les activités menées dans le cadre des projets de protection et d'aménagement des écosystèmes des mangroves et des jardins scolaires sont également au menu de cette édition de votre journal.

Nous restons à votre écoute pour recevoir vos réactions qui nous permettrons d'améliorer la qualité de notre produit commun.

Bonne lecture à tous!

FAO-MINEPIA
L'élevage de poissons en cage au Cameroun.

La ville de Mbalmayo a accueilli la mission conjointe conduite par S.E Dr Taïga, Ministre de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales et Monsieur Maï Moussa ABARI, Représentant de la FAO au Cameroun, dans le cadre de la visite de terrain d'un des sites pilote du projet sur l'élevage de poissons en cage. Cette visite a permis a la mission ministérielle de s'enquérir de l'évolution de ce projet mis en place avec l'assistance technique et financière de la FAO dans le cadre de la Facilité du Programme de Coopération Technique (TCP Facility) .Les échanges entre les bénéficiaires et les membres de la mission ont permis de mettre en exergue l'importance de cette technique d'élevage des poissons qui est nouvelle au Cameroun avec des avantages avérés illustrés par la présentation des poissons de taille appréciable trois mois juste après la mise en cage des alevins alors que le cycle de production est prévu pour une durée de six mois . Déjà en cette première année d'expérimentation sur ce site pilote situé a quelques encablures de la ville de Mbalmayo, les aquaculteurs bénéficiaires de ce projet évoquent des problèmes de commercialisation de poissons consécutivement a une relative surproduction . En termes de difficultés soulevées, il faut relever le problème de disponibilité d'alevins et de provendes. La délégation a pris bonne note des doléances exprimées par les aquaculteurs tout en les assurant de ce que le Ministère a déjà pris des dispositions idoines en vue de satisfaire les demandes en alevins et provendes dans la perspective d'une mise a l'échelle de cette technologie novatrice susceptible d'améliorer l'offre en produits aquacoles au Cameroun

Bonne pratique à savoir :

Les cages piscicoles peuvent avoir différentes formes à convenance du propriétaire et selon ses moyens financiers (rectangulaire, cubique, cyclique, etc…). celles utilisées dans le cadre de ce projet expérimental sont de forme cubique, dont deux de 5 m x 5 m et quatre de 4 x 4 avec des profondeurs respectives de 4 m pour les deux premières et 2,5 m pour les quatre autres.

Les capacités de mise en charge des alevins par m3 d'eau peuvent être comprises entre 100 et 200 alevins de 20 grammes chacun maximum.

L'évaluation globale du coût d'une cage est fonction de la production obtenue.

Avec l'espèce tilapia, l'avantage est d'avoir deux productions par an de six mois chacune.

Espèce élevée : Tilapia nilotica (Oreochromis niloticus), poisson d'eau douce.

L'aquaculture, par définition est l'élevage d'animaux aquatiques et concerne aussi bien les poissons, les crevettes, les crabes et autres. La pisciculture quant à elle se définit comme étant l'élevage de poissons. Elle peut se pratiquer aussi bien dans les étangs à terre, les bacs bétonnés, les bâches, mais aussi dans les cages sur les plans d'eau.

Country STAT

CountrySTAT-Cameroun:

Une mission d'appui technique du Siège conduite par Ulrich NYAMSI, Country Project Officer de la Division des Statistiques, a séjourné au Cameroun du 22 au 30 octobre 2014. Dans le cadre de l'élaboration et la finalisation de la nouvelle version des indicateurs statistiques de référence en appui au Secrétariat National de CountryStat-Cameroun. L'objectif recherché est de familiariser les membres du Groupe Technique à l'utilisation des nouveaux tableaux standards des modules de base et locale, mais également y compris les donnée portant sur le commerce extérieur.

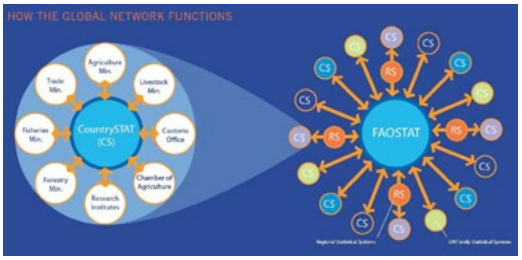
CountryStat est un système d'informations statistiques en ligne sur l'alimentation et l'Agriculture à l'échelle nationale et régionale. Il permet aux décideurs d'accéder aux statistiques de multiples secteurs thématiques (production, prix, commerce international, consommation, etc.) en favorisant l'analyse, l'élaboration et le suivi de politiques dans le but d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim dans le monde.

Dans la pratique, il agit comme un guichet unique qui centralise et intègre les données provenant de diverses sources et permet de les harmoniser selon les normes internationales, tout en assurant la qualité des données et leur fiabilité.

La nouvelle Vision de CountryStat

- Fournir des statistiques de qualité sur l'alimentation et l'agriculture, et promouvoir la prise de décisions fondée sur les faits;
- Faciliter l'élaboration de politiques éclairées et contribuer à la réduction de la faim et de la malnutrition;
- Utiliser les normes internationales pour assurer la comparabilité des données;
- Basée sur des normes internationales;
- Améliorer le renforcement des capacités institutionnelles et renforcer la coordination des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire;
- Activités principales

Statistiques
•Statistiques nationales
•Contrôle de qualité
•Standards internationaux
•Méthodologie
•E-learning
Informatique
•Gestion des données
•Publication sur le Web
•Création automatique des fichiers
Communication
•Visibilité
•Sensibilisation
•Engagement
•Parteneriats
Renforcement de la collaboration institutionnelle, création des réseaux et le renforcement des capacités


HOW THE GLOBAL NETWORK FUNCTIONS
CountrySTAT (CS)
FAOSTAT
CS
RS

JMA

Journée Mondiale de l'Alimentation

2014 International Year of Family Farming

La Journée Mondiale de l'Alimentation 2014 au Cameroun a été célébrée le 22 octobre 2014. Le thème de la JMA de cette année est l'Agriculture Familiale : « Nourrir le monde, préserver la planète ».

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Monsieur Essimi Menye en présence du Ministre de la Promotion de la Femme et Famille, le Ministre des Travaux Publics, le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, du Représentant de la FAO au Cameroun et du Représentant du FIDA, du Gouverneur de la région du Centre, des autorités administratives et coutumières du département hôte. Après le discours de bienvenue du maire de la ville d'Ayos, le Représentant de la FAO a dans son adresse mis exergue le rôle important que joue l'agriculture familiale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun ou prés de 80% de la production agricole globale est produite par les petits exploitants. Le Représentant de la FAO au Cameroun a demandé au Gouvernement de soutenir davantage le petits exploitants en particulier les jeunes et les femmes a travers la facilitation de l' accès au financement, aux intrants agricoles afin d'améliorer leurs capacités productives pour davantage accroître l'offre de produits alimentaires dans un Cameroun qui s'urbanise de plus en plus. En somme, le choix du thème de cette édition est un hommage et une marque de reconnaissance du rôle important que joue les petits exploitants de part le monde dans le cadre de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire devrait conclure le Représentant de la FAO. Dans son discours d'ouverture, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a réitéré l'engagement du Gouvernement camerounais a migrer vers une agriculture de seconde génération, c'est-à-dire une agriculture plus productive, plus compétitive et préservatrice de l'environnement dans laquelle l'agriculture familiale continuera de jouer un rôle central en complémentarité avec les moyennes et grandes exploitations. La cérémonie d'ouverture a été suivie par une visite guidée des stands d'exposition ou divers produits agricoles de grande qualité, révélateurs des fortes potentialités dont regorge le Cameroun ont été présentés .La journée a pris fin par la remise de matériels et intrants agricoles aux organisations des producteurs les plus méritantes afin de les encourager a améliorer davantage leurs performances pour accroitre l'offre de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques.

Durant toute la semaine qui a précédé la célébration de cette journée, divers événements dont le point de presse du Ministre de l'Elevage, pêches et industries animales assurant l'intérim du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, le message du Directeur Général de la FAO lu par le Représentant résident et plusieurs émissions radiodiffusées et télévisées sur l'importance de la journée mondiale de l'alimentation et particulièrement du thème de la présente édition ont été relayées par divers media notamment le Morning Safari, Bonjour, Cameroon Calling, CRTV Radio et Télévision, et d'autres. Le 26 d'octobre CRTV Radio a lancé sur la station Dimanche Midi une émission spéciale ayant comme objectif de faire une synthèse des évènements de la semaine.

La presse écrite (Cameroon Tribute, Quotidien Mutations et Quotidien Le Jour) a également couvert cette thématique dans ses pages, interviewant Mr Essimi Menye, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.

leFood

www.fao.org

GCP/CMR/030/GFF «SUSTAINABLE COMMUNITY BASED MANAGEMENT AND CONSERVATION OF MANGROVE ECOSYSTEMS IN CAMEROON»

Le projet de gestion communautaire et de conservation des écosystèmes de mangroves au Cameroun vise deux objectifs, dont un de conservation et un de développement, à savoir :

1) Renforcer la conservation de la biodiversité et réduire la dégradation des écosystèmes de la mangrove ;

2) Assurer une durabilité des moyens de subsistance des communautés locales qui vivent dans et autour des zones de mangroves.

Durant la période de Juillet à Aout 2014, les activités suivantes ont été menées :

Composante 1 : Renforcement politique et institutionnel

Dans le cadre de l'activité du projet consistant à préparer des publications semestrielles devant être distribuées aux principaux acteurs et au grand public, l'ONG CWCS a bouclé les préparatifs du montage du premier numéro du journal « Matanda news », comptant pour la deuxième année du projet. Des articles de presse ont ainsi été collectés des partenaires de mise en œuvre du projet, sous l'éditorial du Représentant de la FAO au Cameroun. La parution de ce premier numéro est prévue dans les tout prochains jours.

Composante 3 : Création d'aires protégées de mangroves

Le partenaire CWCS a relancé le processus de déclassement et de reclassement de la réserve de faune de Douala-Edéa en parc national. Une séance de travail a été organisée à cet effet le 05 août 2014 à la Délégation régionale du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) du Littoral à Douala, en vue d'élaborer une feuille de route pour l'organisation des ateliers départementaux de la Sanaga maritime et du Wouri. Ces ateliers auront pour objectifs d'informer le public et valider les délimitations proposées pour le nouveau parc national. La séance de travail a regroupé toutes les principales parties prenantes, y compris le Délégué Régional de MINFOF du Littoral, les Délégués Départementaux de la Sanaga Maritime et du Wouri, les Conservateurs de la Reserve de Faune Douala-Edéa et le Lac Ossa, l'Unité de Coordination Technique du projet et des associations locales impliquées dans la gestion des ressources de mangrove. Au cours de ladite séance de travail, il a été demandé au partenaire CWCS d'actualiser l'avis au public relatif à ce processus qui date de 2010.

Dans le but de faciliter l'activité d'attribution des forêts communales des mangroves dans les localités de Bamousso et Ekondo-Titi, le même partenaire (CWCS) a organisé le 28

août 2014 à Ekondo Titi un atelier regroupant toutes les parties prenantes afin d'élaborer une feuille de route. Il est à noter que la démarcation territoriale entre les sites proposés pour les forêts communales et le parc National de Ndongoré n'est pas tout à fait claire. L'Unité de coordination technique du projet a recommandé au partenaire de mise en œuvre de prendre attache avec l'Institut National de la Cartographie pour une meilleure délimitation des différents sites des forêts communales.

Composante 4: Gestion durable de ressources de la mangrove

Le partenaire OPED a organisé un atelier de formation à kribi le 07 août 2014 dans le cadre de la mise en place d'un essai pilote d'aquaculture. La formation a ciblé les femmes impliquées dans l'aquaculture des crevettes et portait sur la construction des nouveaux types de cages d'aquaculture. Une dizaine de femmes leadeurs représentant cinq communautés a ainsi été formée à la construction des cages cylindriques, qui sont appelées à remplacer les cages rectangulaires sur lesquelles ont été observés certains défauts.

Dans le but de mener une étude transfrontalière du commerce du bois de la mangrove, OPED a lancé un appel à consultation et recruté un consultant. L'objectif global de cette étude est d'analyser le flux transfrontalier du bois de mangrove entre le Cameroun et les pays voisins, en faisant ressortir la quantité et la qualité du bois trafiqué, ainsi que son utilisation et les acteurs impliqués. Au final, l'étude permettra d'avoir une vue globale sur les principales menaces qui pèsent sur la zone transfrontalière de mangrove entre le Cameroun, le Nigeria, et la Guinée Equatoriale, leurs conséquences ou impacts sur les écosystèmes de mangrove. Sur la base de cette identification des menaces, des solutions seront envisagées de commun accord entre ces trois pays, de manière à faire reculer le commerce illégal de bois de mangrove transfrontalier.

Composante 5 : Gestion et suivi du projet :

Une mission de suivi a été organisée par la coordination nationale du projet en Août 2014 pour dresser un état des lieux et le niveau d'avancement des activités des ONG (OPED, CWCS , CamEco) sur le terrain. Au cours de cette mission, une séance de travail avec le PMU a permis de s'accorder sur l'organisation d'une réunion de coordination durant le mois d'octobre 2014.

Julius NIBA FON et Jean-Hude Moudingo Ekindi
Kribi
tel : 75593138
email : nibafon@yahoo.co.uk

Rural Invest >

Cameroun

Une approche participative et décentralisée pour formuler et analyser des projets d'investissement agricoles et ruraux de petite et moyenne dimension et le développement des entreprises en milieu rural.

A l'initiative conjointe du MINADER, du FIDA, de la Banque mondiale et de la FAO, une séance de présentation et de discussion de la méthodologie et du logiciel Rural Invest, animée par M. Marc Fantinet, économiste principal, Division du Centre d'investissement, FAO Rome, s'est tenue avec succès le 12 novembre dans les locaux de la Banque mondiale à Yaoundé. La séance a réuni une trentaine de participants provenant du MINADER (Direction des organisations professionnelles agricoles, Programme national de vulgarisation agricole - PNVRA, Service du crédit rural), du MINEPAT (Direction générale de la coopération), des unités de coordination de certains projets en cours d'exécution rattachés au MINDAER et au MINEPAT (PIDMA, PACA, PNDP, PADFA, PADMIR), des plateformes d' organisations de producteurs -OP (PLANOPAC et CNOPCAM), des établissements de microfinance (EMF) partenaires du PADMIR (CamCCUL, ADAF/Associations des MC2, Crédit du Sahel, Réseau Binum Tontine, UCCGN, A3C/CVECA), et du Bureau du FIDA au Cameroun. Après une présentation générale de la méthodologie, un rapide tour des fonctionnalités du logiciel a été effectué puis l'opportunité et les modalités de sa diffusion au Cameroun, au bénéfice des divers types d'acteurs (ministères, Plateformes et OP, banques et EMF), ont été discutées. La réunion a suscité un très vif intérêt et de nombreux participants ont exprimé leur souhait de recevoir l'assistance technique de la FAO pour diffuser la méthodologie et le logiciel au sein de leurs organisations respectives à travers un programme de renforcement des capacités.

Origines et objectifs de la méthodologie

La méthodologie et le logiciel Rural Invest ont été développés progressivement par la FAO depuis 1998, en réponse au déficit d'outils adaptés pour appuyer, de manière participative, simple et décentralisée, l'identification, la formulation et l'évaluation ex-ante de projets d'investissement agricoles et ruraux de petite à moyenne dimension et le développement des entreprises en milieu rural (coopératives, groupements de producteurs, de femmes, micro-entreprises, etc.). En effet, depuis la fin des années 90, les projets d'investissement agricoles et ruraux préparés et gérés par les bénéficiaires eux-mêmes (approches « développement local et/ou communautaire participatives ») et en appui au développement des filières, des OP/coopératives et des microentreprises/PME rurales ont assumé un rôle de plus en plus important dans le développement durable du secteur agricole et rural. Appuyer les communes, les communautés locales, les promoteurs privés et les OP à concevoir et mettre en œuvre leurs propres projets d'investissement - qu'ils soient générateurs de revenus ou de nature sociale (infrastructures locales et services) - encourage ces acteurs à assumer un rôle plus actif dans les décisions concernant leur propre développement, en assurant une meilleure appropriation des propositions par les porteurs de projet et une maximisation des chances de réussites et impacts des projets financés. En outre, les expériences de promotion des investissements locaux encouragées par les Gouvernements, les banques rurales et les institutions financières internationales, ont démontré l'importance d'apporter aux techniciens nationaux travaillant avec les porteurs de projets des outils adaptés pour identifier les besoins en terme d'investissement, élaborer des propositions de projets viables, durables et bien argumentés sur les plans techniques, social, environnemental, financier, et économique, et estimer de manière harmonisée les coûts, plans de financement, bénéfices et impacts attendus de tels projets. Il est apparu également important de pouvoir générer une base de données des projets préparés, approuvés et effectivement exécutés, autant pour tenir des archives que pour améliorer les fonction de sui-

vi-évaluation des grands projets ou institutions qui financent les sous-projets portés par les bénéficiaires finaux. Dans la préparation et l'analyse des projets, il est également important de pouvoir prendre en compte une multiplicité des financements au niveau des sous-projets (apport du promoteur, subvention de l'Etat, financements bancaires), ainsi qu'une analyse de rentabilité « économique » de chaque proposition de sous-projet, faisant la différence entre la situation « sans projet »et avec projet », et de faciliter les calculs et générer automatiquement des indicateurs financiers pertinents (tels que le taux de rentabilité interne, la valeur actuele nette, le retour sur investissement, etc.).

Utilisateurs ciblés

Les utilisateurs de Rural Invest incluent: (i) les promoteurs de projet eux-mêmes et les techniciens locaux qui les appuient dans la préparation de leurs projets/plans d'affaires ; (iii) les grands projets d'investissement ayant une composante d'appui aux filières, au développement local et aux coopératives/PME et microentreprises en milieu rural ; (iii) les fonds d'investissement et de garantie nationaux ; et (iv) les banques (publiques et privées) et les EMF ayant un important portefeuille en milieu agricole et rural (ou la volonté d'en développer un).

Modules, type de projets traités et principes fondateurs

La méthodologie RuralInvest est composée d'une série de quatre (4) modules permettant de répondre à ces besoins d'appui aux investissements locaux :

MODULE 1 : Identification participative des priorités locales d'investissement

MODULE 2 : Préparation et analyse d'avant-projets

MODULE 3 : Formulation, analyse financière détaillée et évaluation ex-ante de projets

MODULE 4 : Suivi et évaluation, gestion du portefeuille de projets/avant-projets (base de données)

Elle permet de traiter aussi bien des projets générateurs de revenus (agricoles, d'élevage, forestiers, etc.) que des producteurs productifs non directement générateurs de revenus (infrastructures d'accès aux marchés et bassins de production), et des projets de nature environnementale ou sociale. L'essentiel est d'assurer que l'on appuie un investissement seulement si la proposition de projet est APPROPRIÉE et FAISABLE. Il s'agit donc d'un démarche QUALITÉ pour améliorer la formulation et le succès des projets financés.

Rural Invest a été conçu et progressivement développé dans le souci de :

- *Permettre de traduire les besoins réels et les priorités des porteurs de projets*
- *Promouvoir et exiger la pleine participation des porteurs de projets au processus d'élaboration itérative et participative de leur projet*
- *Pouvoir être utilisé par des personnes ayant peu d'expérience préalable de l'élaboration de projets, de montage de budget et d'analyse financière*
- *Déterminer la viabilité de l'investissement (technique, financière, opérationnelle, sociale, environnementale)*
- *Garantir une analyse comparable de tous les cas*
- *Harmoniser la saisie, la présentation et l'interprétation des données saisies et des résultats*
- *Faciliter et automatiser les calculs financiers, la génération des rapports et le contrôle des données*
- *Eviter les erreurs et oublis dans la saisie et les calculs financiers*

La méthodologie a été testée et utilisée dans un grand nombre de pays, principalement en Amérique latine puis en Afrique et, plus récemment, en Asie centrale et en Asie. Elle comprend une gamme d'outils de formations qui inclue des manuels techniques, un logiciel, un manuel d'utilisation du logiciel et du matériel pour les formateurs actuellement. Ces outils sont actuellement disponibles en sept langues (anglais, arabe, espagnol, français, portugais,

RuralInvest>

Cameroun

russe et turc; autres langues en cours de développement).

Stratégie de diffusion de la méthodologie: renforcer et responsabiliser les compétences nationales

Rural Invest constitue un bien public mondial développé par la FAO. Son développement et sa diffusion fait partie d'une des fonctions principales de l'Organisation, à savoir la promotion de l'investissement en faveur du développement agricole et rural, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et s'insère dans les cinq Objectifs Stratégiques de la FAO adoptés en 2013. A ce titre, la méthodologie est accessible à tous (voir ressources en ligne plus bas) à travers des actions de renforcement des capacités adéquates. Cependant, seule l'utilisation de RuralInvest par des ministères, des organisations ou des projets est soutenue par la FAO. Le logiciel ne peut en effet pas être mis à disposition pour une utilisation individuelle, étant donné qu'une formation de formateurs assurée par la FAO est préalablement requise.

Au niveau d'un pays donné, toutes les organisations n'auront pas besoin des mêmes modules de RuralInvest. Pour une institution intéressée, la première étape est donc de contacter le Bureau local de la FAO et/ou le Centre d'Investissement de la FAO pour évaluer ses besoins, déterminer quels modules sont pertinents en fonction de ses activités et besoins propres, et estimer le coût des formations nécessaires et la meilleure stratégie de diffusion de l'adoption de RuralInvest. Ce choix dépendra :

- des bénéficiaires ciblés. Le module 1 n'est a priori pas nécessaire lorsque seuls des promoteurs individuels sont ciblés (micro-entreprises), ou si un travail de planification participative locale a déjà eu lieu pour identifier leurs besoins et priorités (cas du PNDP au Cameroun) ou quand les idées de sous-projets s'insèrent dans une démarche filière (cas du PACA et du PIDMA au Cameroun).
- De la dimension et du type d'investissement appuyés. S'il est prévu que la majorité des projets concerne des investissements de moins de 5 000 USD chacun (en particulier s'il s'agit de petites infrastructures ou de projets simples ne présentant pas d'innovations risquées), le Module 3 ne sera pas forcément obligatoire. S'il est envisagé que les investissements dépassent fréquemment 10 000 USD (5 millions de Fcfa), conduire alors une analyse détaillée du projet incluant une analyse financière et économique, grâce au Module 3, sera certainement nécessaire.
- des besoins en matière de génération de rapports de suivi des sous-projets (SP) et de données pour l'évaluation ex-post des sous-projets. Si de tels sujets sont considérés comme importants, ce qui est généralement le cas pour les grands projets et fonds d'investissement (tels que PIDMA, PACA, PNDP, PADMIR au Cameroun) alors l'utilisation pertinence des fonction des tri de la base de données (Module 4) sera très utile.

Chaque module peut être adopté par une organisation suite à une formation spécifique, d'une durée de 3 à 6 jours par module selon le module concerné et le nombre total de modules choisis. Une formation type demande 2 à 3 sessions distinctes de formation initiale puis de recyclage et de capitalisation et échanges d'expériences, étalées sur une période de 3 à 12 mois ; une attention particulière étant apportée aux études de cas pour répondre aux besoins spécifiques de chaque organisation utilisatrice. L'adoption d'un nombre limité de modules diminue cette période. Les coûts de diffusion de RuralInvest dépendent donc des modules choisis, du lieu de formation et du fait que des formations soit ou non combinées. Dans tout les cas, il est de la responsabilité de l'organisation utilisatrice de fournir un espace pour la formation, le matériel nécessaire et des ordinateurs individuels (répondant aux spécifications requises pour le fonctionnement du logiciel RuralInvest), et le financement du transport, du logement et de la restauration

des participants aux formations. La FAO fournit les formateurs, les manuels techniques, le logiciel (version administrateur et version utilisateur) et le matériel de formation.

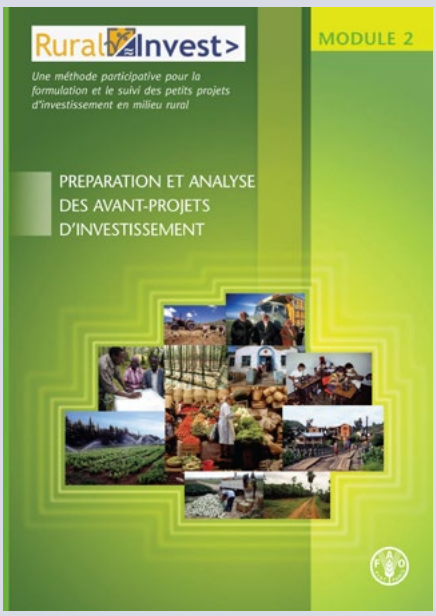
Pour plus d'informations

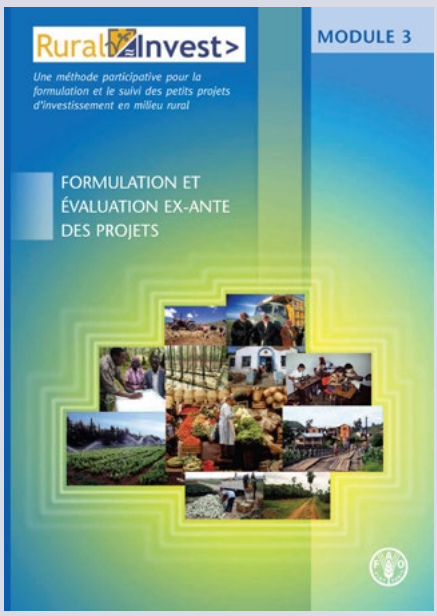
Les personnes intéressées par la méthodologie sont conviés à accéder aux ressources disponibles en ligne sur le site de la FAO :

- Site internet RuralInvest: http://www.fao.org/investment/ruralinvest/rural-invest-fr/en/) où sont disponibles, en téléchargement libre, les manuels des modules 1, 2 et 3 de la méthodologie (en sept langues dont le français) ;
- Version de démonstration du logiciel (version 4.0): http://apps3.fao.org/riv-demo/login?lang=fr ou http://www.fao.org/investment/ruralinvest/software-fr/en/), où sont présentés des cas-types de projets et avant-projets générateurs de revenus ou non, et sur laquelle les utilisateurs peuvent saisir leur propres avant-projets et projets.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Bureau pays de la FAO ou des points focaux suivants au Centre d'Investissement; pour l'Afrique, Messieurs Marc Fantinet (Marc.Fantinet@fao.org) (Anglais/Français) et Takayuki Hagiwara (Takayuki.Hagiwara@fao.org) (Anglais)

Par :
Marc Fantinet,
Economiste principal, Division du Centre d'investissement, FAO Rome


RuralInvest>
MODULE 2
Une méthode participative pour la formulation et le suivi des petits projets d'investissement en milieu rural
PREPARATION ET ANALYSE DES AVANT-PROJETS D'INVESTISSEMENT


RuralInvest>
MODULE 3
Une méthode participative pour la formulation et le suivi des petits projets d'investissement en milieu rural
FORMULATION ET ÉVALUATION EX-ANTE DES PROJETS

APPUI DE LA FAO À LA PRÉPARATION ET AU DÉMARRAGE DU PIDMA

Entre juillet 2013 et fin 2014, la FAO a apporté un appui très substantiel au Cameroun pour appuyer la préparation et le démarrage du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA), d'un coût de 170 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique, cofinancé par le Cameroun, le groupe de la Banque mondiale (Association internationale de développement –AID et Société financière internationale –SFI), les coopératives bénéficiaires, les institutions financières partenaires (banques commerciales, établissements de microfinance et de leasing camerounais), et la Coopération japonaise. Au total ce ne sont pas moins que six experts de la FAO et l'équivalent de 45 personnes-semaines, à travers quatre missions d'appui, qui ont été mobilisés pour appuyer la préparation du PIDMA, jusqu'à son approbation. Des ressources supplémentaires ont été mobilisées pour la période novembre 2014-juin 2015 pour accompagner le démarrage du projet.

La 1ère mission FAO d'appui à la préparation, dirigée par M. Marc Fantinet, économiste principal, TCI, s'est rendue au Cameroun en juillet 2013 (ont participé également un fonctionnaire agronome et un fonctionnaires en crédit et finances rurales). Elle a travaillé avec l'équipe multi-ministérielle de préparation du projet (ENP) et a rencontré des représentants des organisations paysannes (OP), des producteurs et des agrobusiness des trois filières ciblées (maïs, manioc, sorgho), les instituts de recherche agricole (IRAD, IITA) et les institutions financières potentiellement intéressées. Elle a permis de préciser les données à collecter dans les régions d'intervention par l'ENP dans le cadre d'une étude de référence sur les filières et bassins de production, d'appuyer l'élaboration des coûts et modalités de financement des activités par composante, et de préparer des modèles technico-économiques de sous-projets (SP) par filière et une première ébauche de l'analyse financière et économique globale du projet. Lors de la 2ème mission (octobre 2013), les coûts et activités par composante ont été raffinés avec l'ENP et des ateliers participatifs, organisés par les plateformes d'OP, ont été tenus avec des représentants d'OP venant de toutes les régions du Cameroun. Durant la 3ème période de mission (février/mars 2014), à la demande du MINADER, d'autres experts ont approfondi les problématiques de transformation, mécanisation et semences et pour détailler l'analyse des marchés, des options technologiques, et préciser les coûts et les modèles de SP par filières. Enfin, la 4ème mission (avril/mai) a consisté à intégrer les résultats de tous ces travaux dans le document de projet (PAD) lors de mission d'évaluation ex-ante du projet dirigée par la Banque mondiale, en vue de sa négociation entre le groupe de la Banque mondiale et le Gouvernement, lesquelles ont été conduites avec succès en mai 2014.

Tous ces appuis ont été possibles grâce au Programme de coopération FAO/Banque mondiale (« FAO/CP »), piloté par la Division du Centre d'investissement de la FAO, qui fête cette année son cinquantième anniversaire. Il a en effet été établi en 1964 et a pris progressivement de l'ampleur, pour constituer aujourd'hui l'un des programmes phares de coopération de la FAO au niveau mondial. Selon ce programme, la FAO et la Banque mondiale partagent les coûts (et responsabilités) d'appui aux pays membres de la FAO pour préparer des projets d'investissement à soumettre au financement de la Banque mondiale, appuyer leur démar-

rage et leur mise en œuvre, conduire des études sectorielles, de revue à mi-parcours et d'évaluation des projets financés, des actions de renforcement des capacités des acteurs nationaux en appui à la promotion de l'investissement dans le secteur agricole, etc. (voir www.fao.org/investment/ourwork/fr/).

L'appui à la préparation du PIDMA a également bénéficié du financement du Gouvernement lui-même, à travers un contrat d'assistance technique entre la FAO et le MINADER (UTF/CMR/037/CMR) financé par les fonds d'avance (sur le prêt) pour la préparation du projet. Ce qui a permis de conduire, entre février et juillet 2014, des études complémentaires en appui à la préparation et à la préévaluation du PIDMA dans les domaines de la transformation du manioc et du maïs, de la mécanisation agricole et des semences. Ceci constitue une innovation et un excellent exemple pour illustrer la coopération toujours croissante entre la FAO et le MINADER.

Les appuis de FAO à la préparation des projets d'investissement, tels ceux pour la préparation du PIDMA ou du PEA-jeunes au Cameroun (et récemment approuvés par la Banque mondiale et le FIDA), constituent l'une des fonctions principales de l'Organisation, à savoir la promotion de l'investissement en faveur du développement agricole et rural, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et s'insèrent dans les cinq Objectifs Stratégiques de la FAO adoptés par les pays membres et le Conseil en 2013. Ils sont pilotés par la Division du Centre d'investissement (TCI) et bénéficient de l'appui de l'ensemble des département techniques de la FAO et de ses bureaux décentralisés. Ainsi, dans le cas du PIDMA, la Division des infrastructures et agro-industries (AGS) et la Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP) ont participé activement aux études complémentaires sur la transformation du manioc et maïs, la mécanisation agricole et les semences pour identifier les experts et revoir leurs rapports. De manière générale, les appuis apportés par la Division du Centre d'investissement aux pays sont inscrits et programmés dans le Cadre de programmation pays (CPP) FAO/Cameroun.

Le PIDMA a été approuvé par le Conseil d'administration (CA) du groupe de la Banque mondiale le 25 septembre 2014 et la signature des accords de financements est imminente. Lors de ce Conseil, le PIDMA a suscité un très vif intérêt des Directeurs exécutifs (les représentants des pays membres au CA) et a été salué pour son caractère novateur ; la réplication de son concept dans d'autres pays, notamment en Afrique, a été encouragée.

Le PIDMA est novateur à plus d'un titre. En effet :

- Il s'agit d'une toute première opération en Afrique de la « Global Practice » Agriculture prévoyant un partenariat public-privé (PPP) pour appuyer le financement et la réalisation des sous-projets portés par des coopératives de producteurs.
- Ainsi, seront tout d'abord signés des partenariats productifs entre chaque coopérative bénéficiaire et les agrobusiness partenaires, lesquels s'engagent à acheter leur production sous des conditions (prix, qualité, quantité, calendrier) bien définis.
- Par ailleurs, les sous-projets des coopératives seront cofinancés par leurs promoteurs (minimum de 10%), une subvention du PIDMA (maximum de 50%) et un prêt à moyen terme (MT) octroyé par les institutions financières partenaires (minimum de 40%), grâce aux instruments financiers mis en place par la SFI dans le cadre du projet. La facilitation de l'accès au financement par crédit MT à travers une approche intégrée, dans laquelle chaque partie (coopérative promotrice, agrobusiness, banquier) a un rôle et des responsabilités clairement déterminés, constitue une des clés de la réussite du PIDMA. A ce jour trois banques commerciales ont déjà signé une convention de partenariat avec le PIDMA (Afriland First Bank, BICEC, Ecobank); des négociations avec d'autres banques et EMF sont en cours. Et des conventions globales de partenariat ont déjà été signés par le PIDMA avec cinq agrobusiness : Guiness Cameroun, Nestlé, Etablissements Nkam (provenderie), SOCOCHAIR et le Syndicat national des boulangers du Cameroun.

Par :
Marc Fantinet,
Economiste principal, Division du Centre d'investissement, FAO Rome (Marc.Fantinet@fao.org)

LA RAGE TUE

cérémonie de lancement de la campagne nationale de vaccination des animaux de compagnie et de sensibilisation des populations contre la rage

Au Cameroun, cette la maladie est endémique et les cas de morsures et griffures des chiens sont en forte augmentation. Dans la Région du centre, l'on dénombre depuis le début 2014, 189 personnes mordues par des chiens suspects de rage et le département du Nyong et So'o a enregistré à lui seul une cinquantaine de personnes mordues. La meilleure manière de lutter contre cette maladie est de faire vacciner les animaux de compagnie et en particulier les chiens

Stratégie globale de lutte contre la rage

Pour aborder avec succès la lutte contre la rage, plusieurs actions peuvent être menées. L'on peut citer entre autres : - La sensibilisation du grand public - La surveillance, activité indispensable pour orienter les actions - La vaccination de masse pour une rupture du cycle de transmission de la rage - La collaboration multisectorielle

La sensibilisation du grand public est un des éléments importants pour réaliser avec succès des programmes de lutte contre la rage. Toute communauté doit être responsable de l'encadrement de ses chiens en s'efforçant à prévenir les morsures et à connaître la conduite à tenir en cas de morsure. La surveillance est un fondement important pour comprendre les tendances et orienter les actions visant à éliminer la rage. Pour se faire, la capacité des acteurs de terrain à pouvoir collecter les échantillons de bonne qualité est indispensable. Il en est de même du renforcement de la capacité des laboratoires à pouvoir confirmer un cas de rage et la déclaration de la maladie est essentielle pour identifier les zones à risque.

La vaccination de masse des animaux de compagnie en particulier des chiens va permettre de rompre le cycle de transmission de la rage. Il s'agit donc d'une activité phare. Il est reconnu que la vaccination d'au moins 70% des chiens interrompt le cycle de transmission chez les chiens et vers l'homme car, il existe des vaccins sûrs, efficaces et financièrement abordables contre la rage canine.

La collaboration multisectorielle va permettre d'éliminer la rage car la lutte contre cette maladie exige une implication cohérente et durable de gestion des acteurs de la santé humaine, de la santé animale et de la communauté entière.

.

Quelques images de la cérémonie

1ère Edition du Salon Avicole Internationale de Yaoundé

(SAVI 2014)

DISCOURS D'INAUGURATION DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ELEVAGE, DES PÊCHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
Excellence, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre,
Monsieur le Délégué su Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé,
Monsieur le Président de l'Interprofession Avicole du Cameroun,
Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux des entreprises des secteurs publics, parapublics et privés,
Mesdames et Messieurs les experts scientifiques,
Mesdames et Messieurs les professionnels de l'aviculture,
Mesdames et Messieurs les exposants,
Mesdames et Messieurs,

C'est un très honneur pour moi, et c'est avec une grande joie que je me retrouve aujourd'hui avec vous pour les cérémonies solennelles de lancement de la toute première édition du Salon International de Yaoundé (SAVI 2014) dans cette magnifique installation du site de Turcam Hall à Yaoundé.

Permettez-moi d'abord de remercier le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé ainsi que le Président de l'Interprofession Avicole pour les propos aimables ainsi qu'ils ont eu à notre endroit pour nous souhaiter la bienvenue. Je réitère et solennise ces souhaits de chaleureuse bienvenue aux délégations étrangères ici présents ainsi qu'aux exposants et participants venus des autres partis du Cameroun.

Excellences ;
Mesdames et Messieurs.

Organisé par le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, en partenariat avec l'Interprofession Avicoles du Cameroun (IPAVIC), le Salon Avicole Internationale de Yaoundé (SAVI) est tout d'abord une vibrante illustration de la mise en œuvre du partenariat public-privé. Ce regroupement des professionnels de la filière avicole est aussi le lieu de démonstration du fort potentiel de la filière avicole dans notre pays et en Afrique Centrale. Il s'inscrit dans le cadre des missions du MINEPIA qui assure la promotion des élevages et met en œuvre la politique du gouvernement en la matière.

Il s'agit donc d'une action de promotion destiné à ouvrir le marché du Cameroun aux nouvelles technologies développées dans le secteur de l'aviculture moderne.

Le Salon Avicole International de Yaoundé fera découvrir l'excellence du savoir-faire des exposants camerounais et étrangers, notamment, les accouveurs, fournisseurs de souches, producteurs d'aliments, importateurs et distributeurs d'intrants, éleveurs de poulets de chair, producteurs d'œufs de consommation, promoteurs des chaines d'abattage, importateurs de matières premières, triturateurs, fournisseurs d'additifs, transformateurs de viande de volailles et des œufs, et fournisseurs des médicaments et autres produits vétérinaires à usage avicole.

Excellence ;

Mesdames et Messieurs,

L'organisation de ce salon répond non seulement à un besoin d'exhibition du savoir-faire des exposants mais à une mise en œuvre méthodique d'une politique gouvernementale d'appui au secteur avicole national.

En effet, aux lendemains de la crise de la grippe aviaire de 2006, le Gouvernement a décidé de mettre en place une batterie de mesures d'accompagnement pour le secteur avicole, notamment l'interdiction d'importation des poulets et découpes de volailles en provenance de l'étranger ; la structuration des producteurs locaux et le renforcement de leur capacité ; la mise à leur disposition d'appui multiformes, notamment en terme d'intrants tels que le maïs, les œufs à couver et autres poussins.

Cette action s'est poursuivie par la recherche conjointe des possibilités d'amélioration de la productivité des installations, tant modernes que familiales de production avicole. Et les chiffres sont là pour l'illustrer.

L'Interprofession avicole du Cameroun compte à ce jour environ 9000 exploitants pour près de 320 000 emplois. En 2013, la production de ses membres seuls était estimé se à plus de 46,5 millions de poulets de chair, soit environ 70 000 tonnes de viande de poulet avec une production d'œufs de table d'environ 120 000 tonnes.

Evidemment, cette performance est échelonnée dans le temps et perceptible depuis quelques années. C'est pourquoi, lors du Comice Agropastoral d'Ebolowa en 2011, le Chef de l'Etat Son Excellence Paul Biya l'a reconnu, parlant de volaille, en disant que : « la progression la plus remarquable concerne la volaille, ce qui a eu pour effet d'en réduire considérablement les importations ».

Si ces chiffres démontrent une performance appréciable, ils ne doivent pas occulter la demande croissante en protéines animales ni l'existence de grandes marges de progressions pour cette spéculation. C'est pourquoi, ensemble avec le secteur privé, nous avons décidé de favoriser la création d'un cadre pérenne de rencontre et d'échange afin de faciliter l'augmentation de la productivité, la transformation et la commercialisation des produits.

Le Salon Avicole International de Yaoundé devra permettre aux opérateurs camerounais, non seulement d'exposer leu savoir-faire, mais aussi de nouer de fructueux contacts avec des partenaires d'ici et d'ailleurs. De même ce salon sera aussi l'occasion pour le Cameroun de bénéficier d'importantes communications scientifiques relatives au développement de l'aviculture, avec les universitaires et autre experts ici présents.

Ceci permettra à notre pays d'en tirer un avantage commercial, mais aussi d'affermir son leadership au plan avicole dans la sous-région et en Afrique subsaharienne, avec des retombées prévisibles en termes d'acquisition des parts de marché, de transfert des technologies, de labellisation « made in Cameroun ».

L'objectif final est, comme le rappelait encore le Chef de l'Etat Son Excellence Paul Biya, au Comice d'Ebolowa, je cite : « d'avancer dans la voie de la modernisation de l'agriculture, de l'élevage […] afin d'accroitre la production et la productivité des petites exploitations et de favoriser l'émergence d'unités de production de « seconde génération », c'est- à – dire d'entreprises de moyenne et grande taille respectueuses de l'environnement ».

Excellence,

Mesdames et Messieurs les professionnels de l'aviculture,

Mesdames et Messieurs,

L'aviculture camerounaise doit se modernise. Elle ne se modernisera que si nous prenons ensemble les décisions qui s'imposent. Le cap que nous nous sommes fixés permettra à l'aviculture de prendre la première place qui est la sienne. Ce cap tient en deux mots très importants qui imposent des décisions pour mobiliser l'ensemble de la profession.

Le premier mot, c'est la compétitivité. Je sais que c'est le cas d'une partie de la profession avicole. La compétitivité doit être l'n des maître-mots de l'aviculture pour qu'elle puisse résister à la concurrence.

Cette compétitivité requiert une meilleure organisation de la filière et c'est l'affaire de tous : le producteur, le transformateur, l'industriel, le distributeur. La seule chose qui nous permettra de nous en sortir, c'est le travail collectif. C'est la solidarité sur l'ensemble de la filière. C'est une meilleure organisation et une meilleure structuration de ces filières.

Le deuxième point sur lequel je veux insister, c'est la qualité. L'avenir de l'aviculture camerounaise se joue dans la qualité et la diversité de ses produits. Elle exige de nous tous, imagination, innovation, amélioration permanente des infrastructures et, enfin, respect scrupuleux des normes de production.

Au vu des efforts consentis par le secteur privé, nous vous savons capables, d'atteindre ces objectif certes ambitieux, mais indispensables pour vous préparer à la concurrence, favoriser la conquête des nouveaux marchés et vous arrimer aux standards internationaux.

Comme vous le savez tous, l'aviculture est, à en n'en point douer, un vivier d'emplois sûr pour la jeunesse de notre pays. Nous devons tous ensembles, gouvernement dans ses différentes composantes, responsables politiques, secteur privé, ONG, aviculteurs, éleveurs, pisciculteurs, contribue à renforcer les investissements dans cette filière.

Le Gouvernement est convaincu de la justesse de ces objectifs et de leur faisabilité. C'est pourquoi nous avons ensemble placé cette 1ère édition du Salon International de Yaoundé sous le thème de « L'AVICULTURE COMME LEVIER DE CROISSANCE ET VESTEUR DE L'EMERGENCE».

Excellences,

Monsieur le Président de l'Interprofession Avicole du Cameroun,

Mesdames et Messieurs les professionnels de la filière avicole,

Mesdames et Messieurs,

Je ne saurai terminer mon propos sans remercier très chaleureusement toutes celle et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette 1ère édition du Salon Avicole International de Yaoundé. Je pense aux membres du Gouvernement pour leur important soutien, au Comité d'organisation pour les sacrifices consentis, à l'Interprofession Avicole du Cameroun pour la mobilisation des producteurs, au Commissaire Général du SAVI 2014 et tous les personnels du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales pour l'animation du Salon.

J'exprime aussi ma profonde gratitude à la FAO pour son appui constant et assistance, à tous les exposants qui l'ont soutenu avec tant de générosité, ainsi qu'aux universitaires pour leurs riches et importantes communications ? Je tiens à remercier sincèrement et chaleureusement nos hôtes venus de loin pour le temps qu'ils vont nous consacrer.

C'est sur ces notes de satisfaction et d'invitation de recherche permanente de compétitivité et de qualité que je déclare ouverte la première édition du salon Avicole International de Yaoundé.

Vive le partenariat public-privé, Vive la coopération internationale,

Vive le Cameroun qui, visiblement, émerge sous la très haute impulsion de son illustre chef, Son Excellence Paul Biya, Président de la République,

Je vous remercie de votre aimable attention.

SAVI

SALON AVICOLE
INTERNATIONAL DE YAOUNDE

SPACE
SPACE
SPACE

TCP/CMR/3501
RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE:
ASSISTANCE PRÉPARATOIRE DE LA FAO

Afin de faire face à l'obsolescence des données statistiques dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage (le dernier recensement de l'agriculture date de 1984 tandis que celui de l'élevage date des années 1970), le Gouvernement camerounais a sollicité l'appui de la FAO pour conduire un recensement général de l'agriculture et du cheptel. La FAO a répondu favorablement à cette requête en décidant de mobiliser les ressources du programme de coopération technique pour accompagner le Cameroun dans la mise en œuvre d'une phase préparatoire tout en réaffirmant sa disponibilité a accompagner cette opération pour la phase proprement dite du recensement une fois la phase préparatoire achevée. Le projet relatif a la phase préparatoire a été lancé en Avril dernier et la FAO s'est ensuite attelée a mobiliser toute l'expertise requise (experts de la FAO, consultants internationaux et nationaux) pour initier le renforcement des capacités des cadres des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural et de l'Elevage, Pêches et Industries Animales à travers le déploiement de plusieurs missions. Parallèlement, des équipements informatiques et autres supports ont été acquis et mis à la disposition de la coordination nationale du projet. Un voyage d'étude au profit des deux principaux responsables des Ministères concernés a été organisé au Togo et au Mali dans le cadre de partage d'expériences avec ces pays qui ont déjà réalisé le recensement général de l'agriculture et de l'élevage par le passé. Au demeurant le renforcement des capacités se poursuivra très bientôt par l'envoi de deux informaticiens pour un approfondissement de connaissance dans certains logiciels requis dans le cadre de cette opération de recensement. L'enquête communautaire va démarrer incessamment avec comme zones cibles les arrondissements et les zones de vulgarisation agricoles qui apparaissent être un ciblage réaliste pour la conduite de ladite enquête. Afin de sensibiliser davantage les parties concernées notamment les acteurs de terrain, le consultant en communication a été dépêché sur le terrain pour mieux expliquer les objectifs, les enjeux et le modus operandi des différentes enquêtes en commençant par l'enquête communautaire afin de susciter la pleine adhésion des communautés lors des phases de collecte des données notamment. Le Cameroun entend utiliser les nouvelles technologies de l'information notamment les tablettes dans la collecte et l'analyse des données. Toutefois en raison des aléas liés à la défectuosité de la connexion internet dans certaine contrées reculées du pays, il est fort probable que les outils de collecte classiques tels que les formulaires papier soient concomitamment utilisés avec ces nouveaux outils technologiques.

Appui à la Promotion des Jardins scolaires dans les Ecoles Primaires du Grand Nord

Distribution des intrants et de petits matériels agricoles aux écoles impliquées dans le projet

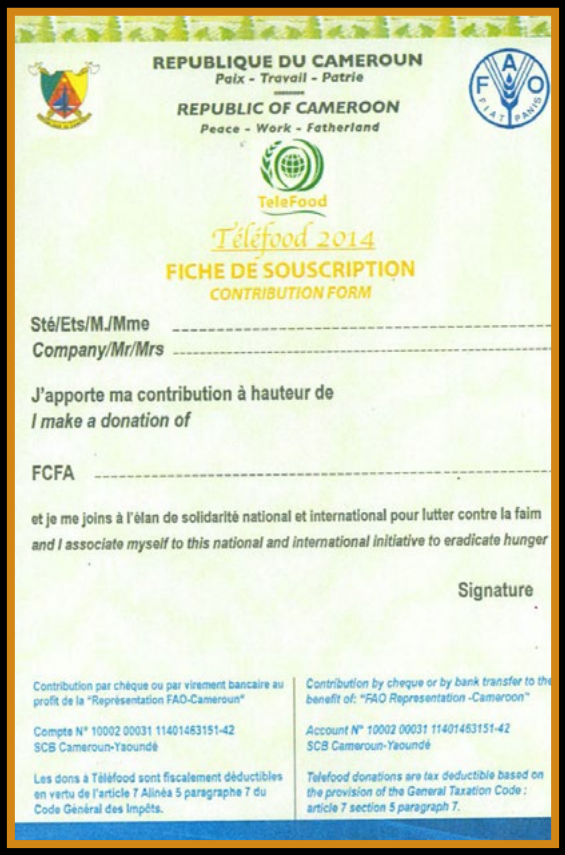
Ce projet financé sur les ressources du programme de coopération technique vient de prendre fin .En raison des disponibilités financières et du retard de démarrage du projet, la FAO Cameroun a mis à la disposition des établissements scolaires ciblés des intrants et matériels agricoles afin d'accompagner les écoles concernées pour la conduite d'une troisième campagne de cultures maraîchères. A cette fin, la FAO vient de mettre à la disposition des 48 écoles ciblées : 500g de semence d'amarante, 10kg de semence d'oignon, 1,6kg de semence de morelle-noire, 30kg de semence d'oseille-de-guinée, 01kg de semences de tomate, 30kg de semence de gombo et 01,1g de semence de carotte, 750g de semence de laitue ainsi que 560 houes, 40 dabas, 40 machettes, 20 pioches, 40 pelles, 40 fourches, 40 râteaux, 08 brouettes, 520 arrosoirs, 04 double-décamètres et 08 tonnes d'engrais (NPK et Urée) ont été distribués à 48 écoles primaires du grand Nord pour la pérennisation des activités de jardins scolaires La faim et la malnutrition sont les principaux problèmes affectant les élèves issus des familles pauvres dans le Grand Nord. A cause de la malnutrition, les facultés cognitives, l'activité physique et la résistance aux maladies de ces élèves sont réduites. La FAO encourage les établissements scolaires à créer des jardins scolaires en vue non seulement d'améliorer l'alimentation des élèves, mais aussi apprendre aux enfants les techniques élémentaires de production. Cette opération, menée depuis 2012 pourrait être dupliquée dans d'autres établissements scolaires primaires de la partie septentrionale du Cameroun par le Gouvernement à la fin du projet.

Les capacités des acteurs (parents d'élèves et enseignants) à conduire les cultures maraîchères ayant été renforcées depuis le lancement du projet en 2012 et les intrants et équipements agricoles ayant été livrés a temps, il y a de bonnes raisons d'espérer que les résultats au terme de la présente campagne de contre-saison soient a la hauteur des attentes de toutes les parties (élèves, enseignants, parents d'élèves, etc..)

Soirée de Gala

TELEFOOD

11 DÉCEMBRE 2014
AU SAWA HOTEL
DOUALA



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

TeleFood

Téléfood 2014

FICHE DE SOUSCRIPTION
CONTRIBUTION FORM

Sté/Ets/M./Mme .....
Company/Mr/Mrs .....

J'apporte ma contribution à hauteur de
I make a donation of

FCFA .....

et je me joins à l'élan de solidarité national et international pour lutter contre la faim
and I associate myself to this national and international initiative to eradicate hunger

Signature

Contribution par chèque ou par virement bancaire au profit de la "Représentation FAO-Cameroun"

Compte N° 10002 00031 11401463151-42
SCB Cameroun-Yaoundé

Les dons à Téléfood sont fiscalement déductibles en vertu de l'article 7 Alinéa 5 paragraphe 7 du Code Général des Impôts.

Contribution by cheque or by bank transfer to the benefit of: "FAO Representation -Cameroon"

Account N° 10002 00031 11401463151-42
SCB Cameroun-Yaoundé

Telefood donations are tax deductible based on the provision of the General Taxation Code : article 7 section 5 paragraph 7.

FOOD*for*ALL